

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20260727-lmc152629-AR-1-1
Date de télétransmission :	28 juillet 2026
Date de réception :	28 juillet 2026
Date d'affichage :	
Date de publication :	30 juillet 2026



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° MDA/2026/0751

Portant fixation pour l'exercice 2026, des budgets alloués aux établissements et services pour adultes en situation de handicap de l'association ' AFPJR '

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses Ière et IIIème parties ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2024-2029 signé le 26 décembre 2024 entre le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'association « AFPJR » et ses avenants ;

Vu l'objectif annuel d'évolution des dépenses fixé par délibération de l'Assemblée départementale en date du 19 décembre 2025 ;

Vu les éléments d'information budgétaire transmis à l'établissement en date du 30 mars 2026 conformes aux nouvelles dispositions tarifaires, et à l'objectif annuel d'évolution des dépenses ;

Vu les échanges intervenus par courriel entre l'association « AFPJR » et les services du Département entre le 14 avril 2026 et le 2 juillet 2026 ;

Vu la fiche budgétaire modificative transmise à l'association « AFPJR » en date du 2 juillet 2026 ;

Vu l'accord de l'association « AFPJR » en date du 22 juillet 2026 ;

Vu la fiche budgétaire modificative V2 transmise à l'association « AFPJR » en date du 24 juillet 2026 ;

Vu l'accord de l'association « AFPJR » en date du 24 juillet 2026.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice 2026, la dotation des structures pour adultes handicapés gérées par l'association « AFPJR » est calculée comme suit :

Dépenses nettes 2026	7 036 000 €
Reversements prévisionnels des ressources des bénéficiaires de l'aide sociale des Alpes-Maritimes	392 000 €
Versements prévisionnels des départements extérieurs et résidents payants	220 000 €
Dotation 2026	6 424 000 €
Régularisation des reversements des ressources réelles des bénéficiaires de l'aide sociale des Alpes-Maritimes sur l'exercice 2025	- 43 420 €
Régularisation des versements réels des départements extérieurs et résidents payants sur l'exercice 2025	- 51 994 €
Dotation nette à verser en 2026	6 328 586 €
Déjà versé par le Département des Alpes-Maritimes de janvier à juillet 2026	3 787 581 €
Reste à verser du 1 ^{er} août au 31 décembre 2026	2 541 005 €
Montant mensuel arrondi à verser d'août à novembre 2026	508 202 €
Montant mensuel à verser en décembre 2026	508 197 €
Montant mensuel arrondi qui devra s'appliquer à compter du 1 ^{er} janvier 2027 jusqu'à la fixation de la dotation 2027	535 333 €

ARTICLE 2 : Les prix de journée pour l'exercice 2026, sont fixés comme suit :

Structures	a) Prix de journée 2026	b) Prix de journée d'août à décembre 2026	c) Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2027, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Foyer de Vie Riou	225,16 €	239,92 €	225,16 €
Centre de Jour Riou	125,99 €	117,53 €	125,99 €
CH Fleurquin Destelle	89,30 €	92,68 €	89,30 €
SAVS Fleurquin Destelle	16,25 €	19,87 €	16,25 €

SAT La Cardeline	88,60 €	88,73 €	88,60 €
SAS La Bastide	35,73 €	35,51 €	35,73 €
SAS L'Almandin	48,46 €	48,16 €	48,46 €
SAS Les Prés	38,67 €	38,43 €	38,67 €
FAM Riou	132,94 €	146,14 €	132,94 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux porté le Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et d'un recours contentieux qui sera porté devant le tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil départemental et la personne ayant qualité pour représenter l'association « AFPJR » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui conformément à l'article R. 3131-2 du CGCT, sera publié sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du Département des Alpes-Maritimes dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement.

Nice, le 27/07/2026

Pour le Président et par délégation,
L'Adjointe au Directeur de la Maison
Départementale de l'Autonomie,

Déborah TUAL



**MAISON
DE L'AUTONOMIE**